

Accélérer les réformes structurelles pour la transparence et redevabilité dans le secteur des industries extractives au Gabon



SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL BUDGETISE 2024

(Mis à jour le 23 Avril 2024 – Adopté par le GMP le 02 Mai 2024)

- Mai 2024 -

Table des matières

Abréviations	3
Résumé de la mise en œuvre du PTAB 2023 et perspectives 2024	4
1 Introduction	6
2 Priorités nationales du Gabon en matière d'industries extractives	7
3 Vue d'ensemble des priorités nationales et objectifs de l'ITIE au Gabon	8
4 Description des objectifs, résultats, actions et activités	10
4.1 Etapes suivies pour l'élaboration du plan de travail annuel budgétisé 2024	10
4.2 Obstacles de la mise en œuvre insuffisante du plan de travail en 2023	10
4.3 Axes prioritaires du PTAB 2024	11
4.4 Transformations/bénéfices attendus en 2024	11
4.5 Présentation de la matrice détaillée du PTAB 2024	12
4.6 Risques et mesures d'atténuation	20
5 Budget et financement	22
5.1 Exécution budgétaire en 2023	22
5.2 Dotation budgétaire en 2024	22
6 Communication et diffusion	22
7 Mise en œuvre, supervision et révision	22
8 Echéances et étapes	22

Abréviations

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CUT	Compte Unique du Trésor
FFIs	Flux Financiers Illicites
FMI	Fonds Monétaire International
GMP	Groupe Multipartite
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
ITIE Gabon	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives au Gabon
IEx	Industries Extractives
RessNat	Ressources Naturelles
OG	Objectif Général
OST	Objectif STratégique
OSP	Objectifs SPécifique
OSCs	Organisations de la société civile
PAGOSIEGA	Programme d'Appui à la GOuvernance et Surveillance des Industries Extractives au Gabon
PAT 2021-2024	Plan d'Accélération et de la Transformation 2021-2024
PSGE 2025	Plan Stratégique du Gabon Emergent à l'horizon 2025
PTAB	Plan de Travail Annuel Budgétisé
PTFs	Partenaire Techniques et Financiers
PTT	Plan de travail Triennal
SSE	Système de Suivi et Evaluation
SE	Suivi et Evaluation
SI-ITIE	Secrétariat International de l'ITIE
STP ITIE Gabon	Secrétariat Technique Permanent de l'ITIE Gabon
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
UE/CE	Union Européenne/Commission Européenne

Résumé de la mise en œuvre du PTAB 2023 et perspectives 2024

Norme ITIE 2019, Plan de Travail Triennal et Plan de travail Annuel Budgétisé

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une initiative d'envergure mondiale lancée en 2002. Au cours de son évolution, elle a fait place à la norme mondiale qui défend l'amélioration de la transparence et de la redevabilité dans les secteurs pétrolier, gazier et minier en encourageant l'amélioration de l'exhaustivité du rapportage ITIE et la compréhension qu'a le public des revenus.

Le plan de travail triennal 2022-2024 de l'ITIE Gabon vise à soutenir à l'horizon 2024, le développement des trois (3) dimensions de la transparence à savoir, (1) la divulgation extractive, (2) la traçabilité extractive et (3) la traçabilité des entreprises. Quant au plan de travail décliné annuellement dont le premier concerne 2022, il a pour objectif général de contribuer à la promotion de la bonne gouvernance et de la transparence des opérations du secteur des industries extractives du Gabon en vue d'une croissance économique inclusive au développement durable et à la réduction de la fragilité des populations.

Il comprend trois axes stratégiques, dix (10) objectifs spécifiques et initialement 111 activités réorganisées et ajustées à 70 suite à (i) la mise à disposition tardive du budget annuel en août, (ii) la non mobilisation des autres ressources prévisionnelles auprès des entreprises du secteur privé et des bailleurs de fonds en dehors du financement de l'Union Européenne acquis à travers le « projet de renforcement du rôle et capacités de la société civile » et (iii) le recrutement tardif des personnels du Secrétariat Technique Permanent.

Evaluation des résultats et de l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE en 2023

Cette évaluation montre (i) une mise en œuvre insuffisante des activités du plan de travail avec un taux moyen d'exécution technique de **31%** et d'environ **65,75%** au niveau de l'exécution financière constituée du cumul du report du solde de l'exercice 2022, (ii) que les différentes études thématiques sur les principes, critères et indicateurs de la gouvernance et redevabilité du secteur extractif au Gabon n'ont pas été réalisées et (iii) qu'une faible avancée a été enregistrée sur l'opérationnalisation des exigences de la Norme ITIE 2019 grâce à l'effet post publication du rapport ITIE 2021, enregistrant un score de **39,18/100 points**. Ce score sera revu à la hausse au terme de la publication du Rapport ITIE 2022.

Aperçu des avancées de l'ITIE Gabon en 2023

Les réalisations en 2023 sont les suivantes :

- a) l'accueil de la mission du Secrétariat international de l'ITIE, conduite par Messieurs Nassim BENNANI, Directeur Afrique Francophone et Ahmed ZOUARY, Conseiller Afrique Francophone, a séjourné du 05 au 10 février 2023 à Libreville au Gabon ;
- b) le fonctionnement régulier du Groupe Multipartite durant le premier semestre ;
- c) la publication le 21 avril 2023 du rapport ITIE 2021 ;
- d) la publication du plan d'action pour la transparence des contrats ;
- e) la publication d'un recueil de textes législatifs et règlementaires du secteur extractif ;
- f) le lancement de la préparation du rapport ITIE 2022 ;
- g) la participation à la 9^e conférence mondiale ITIE 2023 à Dakar au Sénégal ;
- h) la participation aux ateliers de formations organisés par le Secrétariat International de l'ITIE et par le Secrétariat Technique Permanent de l'ITIE-Gabon ;
- i) la publication par le collège de l'administration publique et celui des opérateurs publics, des protocoles de participation à la mise en œuvre de l'ITIE ;
- j) la participation à l'atelier régional de renforcement des capacités sur la transparence du commerce des matières premières, organisé par ITIE international du 14 au 15 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire ;
- k) l'organisation en juillet par le collège de la société civile de ses assises sur le thème « Evaluation de la participation et renforcement des capacités des organisations de la société civile impliquées dans la mise en œuvre du processus de l'ITIE au Gabon » suivies des campagnes de sensibilisation au niveau infranational des communautés impactées par les activités extractives ;

- l) les ajustements du plan de travail annuel et budgétisé élaboré en février selon l'architecture du PTT 2022-2024 puis réorganisé en juin 2023 pour tenir compte des trois composantes (engagements des parties, transparence, résultats et impacts) de la Validation 2024 à venir ;
- m) les contributions aux rapports ITIE 2021 et 2022 ;
- n) le suivi des diligences administratives et financières de l'ITIE- Gabon ;
- o) l'élaboration de divers documents relatifs à la dissémination du Rapport ITIE 2021, l'évaluation de la qualité du Rapport ITIE 2021, la préparation conjointe des demandes de documents du Rapport ITIE 2022 avec le cabinet Moore Insight ;
- p) la tenue des réunions hebdomadaires internes du personnel du secrétariat technique permanent et réunions bimensuelles de suivi avec M. Ahmed ZOUARY, Conseiller ITIE pour l'Afrique Francophone au Secrétariat international de l'ITIE ;
- q) les appels à consultations de fournisseurs de services et de l'analyse des propositions d'offres en vue des recrutements des consultants ;
- r) la participation de l'ITIE-Gabon à la conférence mondiale ITIE 2023 à Dakar au Sénégal ;
- s) le recueil des articles en ligne, constitution du dossier de presse et mise en ligne des contenus sur le site WEB de l'ITIE-Gabon ;
- t) les plaidoyers pour la mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques financiers en faveur de la mise en œuvre des activités du plan de travail triennal 2022-2024, notamment auprès de l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement et la Cellule FINEX du Ministère de l'Economie et de la Relance et de la représentation du FMI au Gabon.

Perspectives de l'ITIE Gabon en 2024

Le plan de travail 2024 repose sur les trois (3) axes prioritaires du Guide de la validation ITIE à savoir, (1) l'engagement des parties prenantes, (2) la transparence et (3) l'évaluation des résultats et de l'impact. Toutefois, les actions ci-après mériteraient une attention soutenue.

Il s'agit de :

- a) renforcer les capacités des parties prenantes pour une appropriation des normes ITIE 2019 et 2023;
- b) renforcer les capacités des entités déclarantes afin qu'elles s'approprient les principes, critères, exigences et sous-exigences de l'ITIE ;
- c) réaliser les études thématiques pour documenter la mise en œuvre des exigences ;
- d) réaliser la dissémination du Rapport ITIE 2021 et produire le Rapport ITIE 2022 avec des données exhaustives et de qualité ;
- e) évaluer les résultats et impact de la mise en œuvre de la norme ITIE en 2023 ;
- f) promouvoir les technologies de l'information et renforcer la divulgation systématique ;
- g) fournir aux parties prenantes les outils nécessaires de l'ITIE ;
- h) parvenir à la tenue des sessions de GMP sur la technicité de la mise en œuvre des Exigences.

1 Introduction

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une norme mondiale pour la bonne gestion des ressources pétrolières, gazières et minières. Sa mise en œuvre repose sur deux principes fondamentaux à savoir la transparence et la redevabilité. Cette norme encourage l'étude des approches innovantes pour renforcer la mise en œuvre de l'ITIE afin d'améliorer l'exhaustivité du rapportage ITIE et la compréhension qu'a le public des revenus. En outre, elle favorise le maintien des niveaux élevés de transparence et de redevabilité dans la vie publique et les activités du gouvernement ainsi que l'attractivité pour les investisseurs.

Dans le plan de travail triennal 2022-2024 de l'ITIE GABON, il est prévu, entre autres, de réaliser différentes études thématiques dont certaines serviront de base à l'initialisation de réformes structurelles, notamment en matière de promotion de bonnes pratiques de la gouvernance, la divulgation des données/informations et la traçabilité des flux revenus dans le secteur extractif. L'année 2022 a permis uniquement d'apprêter les TdRs des études thématiques. Pour ce faire il est donc prévu que celles-ci soient mises en œuvre au cours de cette année 2024.

Ces études thématiques sont conformes et alignées aux Exigences de mise en œuvre de la norme ITIE 2019 comme présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Alignement des études thématiques 2024 aux Exigences de la norme ITIE 2019

N°	Libellés	Sous-Exigences
Exigence 1. Suivi par le groupe multipartite		
1	Acquisition de matériels, équipements informatiques et renforcement de l'intranet et des dispositifs de stockage des données et informations ITIE	S/E 1.4
2	Mise en place d'un système informatique pour la gestion de l'information comptable et financière, l'acquisition des logiciels Sage comptabilité et paie et la formation des utilisateurs ITIE Gabon	S/E 1.4
3	Diagnostic du site web, développement et reconfiguration dans la perspective des divulgations systématiques et la mise en œuvre du plan stratégique de la communication et plan média de l'ITIE Gabon	S/E 7.2
4	Mise en place du répertoire des artisans miniers à faible échelle, création du syndicat professionnel associé et facilités d'adhésion à la chambre de commerce de Libreville et à la chambre des métiers de l'artisanat (EMAPE)	S/E 1.4
Exigence 2. Cadre légal et institutionnel, octroi des licences et des contrats		
5	Elaboration des textes législatifs et réglementaires ITIE relatifs aux domaines d'intervention de la gouvernance, la transparence, la redevabilité, l'accès à l'information, les déclarations et divulgations systématiques, la dissémination et la validation des rapports ITIE	S/E 2.1
6	Etat des lieux de la divulgation des informations en 2021 au sens de la norme ITIE 2019 et proposition d'un plan de divulgation exhaustive des contrats miniers et pétroliers	S/E 2.3
7	Transparence des contrats et licences du secteur extractif gabonais dans la perspective de la divulgation systématique	S/E 2.4
8	Etat des lieux de la propriété réelle au Gabon	S/E 2.5
9	Enquête sur le cadre de la gouvernance et de la transparence des sociétés publiques du secteur extractif au Gabon (base méthodologique de l'indice pour la gouvernance des ressources naturelles du NRGI)	S/E 2.6
Exigence 3. Exploration et production		
10	Collecte, traitements et analyses des données et informations contextuelles du rapport ITIE 2022 du secteur extractif au Gabon	S/E 3.1, 3.2, 3.3 & 6.3

Exigence 4. Collecte des revenus		
11	Etude de faisabilité de l'intégration de la divulgation dans le cadre du rapportage de l'ITIE au Gabon	S/E 4.1
12	Etude sur la mobilisation des ressources domestiques sur la base de la modélisation financière et fiscale du secteur extractif au Gabon	S/E 4.1
Exigence 5. Affectation des revenus		
13	Evaluation de l'allocation, la répartition, l'affectation et la redistribution des revenus aux régions impactées au niveau infranational par l'extraction minière et pétrolière au Gabon	S/E 4.6, 5.1 & 5.2
Exigence 6. Dépenses sociales et économiques		
14	Etude de référence du programme d'évaluation de la transparence, la responsabilité environnementale et des impacts des activités des entreprises pétrolières et minières opérant au Gabon	S/E 6.4
Exigence 7. Résultat et impact		
15	Elaboration du plan stratégique de communication et marketing digital de l'ITIE Gabon et accompagnement à sa mise en œuvre (2024-2024)	S/E 7.1 et 7.2

Conformément à la note d'orientation de l'exigence 1.5 (Plan de travail), le GMP est tenu de mettre en place un plan de travail régulièrement mis à jour, entièrement chiffré et compatible avec les échéances de Déclaration et de Validation établies par le Conseil d'Administration de l'ITIE. Ce plan de travail doit avoir les caractéristiques suivantes :

- (a) Fixer les objectifs de mise en oeuvre de l'ITIE en phase avec les Principes et Exigences de l'ITIE et reflétant les priorités nationales des industries extractives ;
- (b) Refléter le résultat des consultations avec les principales parties prenantes ;
- (c) Inclure les activités mesurables et assorties de délais d'exécution précis visant à atteindre les objectifs convenus ;
- (d) Identifier les sources domestiques ou externes de financement et le cas échéant technique ;
- (e) Etre public et accessible ;
- (f) Etre révisé semestriellement et mis à jour annuellement ;
- (g) Inclure un calendrier de mise en oeuvre compatible avec les échéances fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE ;
- (h) Prendre en considération les exigences administratives liées notamment aux processus de passation de marchés et de financement.

2 Priorités nationales du Gabon en matière d'industries extractives

Les priorités sont indiquées dans le Plan Stratégique du Gabon Emergent « PSGE vision 2025 ». Elles consistent entre autres à relever trois (3) défis majeurs à savoir (i) l'accélération de la croissance économique et la diversification des sources, (ii) la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et (iii) la gestion durable des ressources naturelles pour les générations futures. Les cibles suivantes devront être atteintes à l'horizon 2025 à savoir, (i) 100% de la parafiscalité est déclarée dans les lois de finances et (ii) le recouvrement des taxes et l'attractivité des investissements sont améliorés.

Les objectifs stratégiques du secteur pétrolier gabonais dans le plan d'accélération et de transformation (PAT 2021-2024) consistent à (i) revoir la gouvernance sectorielle pour optimiser des champs matures, (ii) enrayer le déficit structurel de la SOGARA, (iii) garantir une transparence accrue dans le secteur, (iv) structurer la filière gazière dans le pays et (v) garantir une transparence accrue des opérations dans les secteurs pétroliers, gaziers et miniers. Quant à ceux du secteur minier, ils consistent à (i) renforcer l'avantage compétitif du secteur minier gabonais, notamment via la revue du cadre réglementaire du secteur, (ii) attirer des investisseurs pour

accompagner le développement des filières ferrières et aurifères et (iii) préserver l'intérêt des majors sur l'extraction du manganèse.

En outre, le Gabon s'est engagé au titre du Programme Economique Elargi avec le FMI conclu pour la période de 2021 à 2024 à (i) promouvoir la gouvernance dans les industries extractives pour accroître les recettes pétrolières et minières, (ii) promouvoir la transparence à travers la systématisation des divulgations des données sur les revenus et paiements, (iii) centraliser les recettes pétrolières et minières dans le compte unique du Trésor (CUT) et identifier spécifiquement ces recettes afin de faciliter le suivi, (iv) publier périodiquement sur un site web gouvernemental, tous les documents, données, informations et rapports prévus dans le cadre de l'initiative ITIE, (vi) développer les mécanismes d'estimation des réserves des ressources naturelles et (vii) renforcer la gestion des entreprises publiques et leurs filiales.

Il apparaît donc que la planification de la mise en œuvre de l'ITIE au Gabon tient compte des orientations stratégiques du Plan Stratégique du Gabon Emergent (PSGE) dont les priorités opérationnelles ont été définies dans le Plan d'Accélération pour la Transformation (PAT 2021-2024).

Par ailleurs, au niveau national, la relation entre la mise en œuvre de l'ITIE et les autres initiatives nationales ou sous-régionale CEMAC réside dans la promotion de la gouvernance, la transparence, la surveillance des opérations dans le secteur des industries extractives et la lutte contre la corruption et la criminalité des ressources naturelles. Des réformes sectorielles approfondies sont en cours de mise en œuvre dans le cadre du PAT 2021-2024 à travers plusieurs TaskForce. Quant à l'implémentation de la norme ISO 37001 du système de management anticorruption dans l'administration gabonaise, elle est envisagée en 2024.

Au niveau sous-régional CEMAC, les réformes en cours ou futures sont rattachées à la surveillance multilatérale. Elles concernent entre autre (i) la conduite de la politique budgétaire, (ii) la mise en œuvre des réformes structurelles, (iii) les revues du programme économique et financier avec le FMI, (iv) l'état de mise en œuvre des grandes orientations de politiques économiques des Etats membres et de la communauté pour 2021, (v) le suivi des indicateurs de la convergence réelle ainsi que (vi) les dispositions pour une mise en œuvre des résolutions du Sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC d'août 2021 relatives à la mise en place d'une nouvelle stratégie régionale de sortie de crise.

3 Vue d'ensemble des priorités nationales et objectifs de l'ITIE au Gabon

Plan Stratégique du Gabon Emergent (PSGE) et Plan d'Accélération pour la Transformation (PAT 2021-2024)

La vue d'ensemble est présentée ci-après. Il en ressort que les priorités *(i) revoir la gouvernance sectorielle pour optimiser des champs matures, (ii) enrayer le déficit structurel de la SOGARA, (iv) structurer la filière gazière dans le pays, (vi) renforcer l'avantage compétitif du secteur minier gabonais, notamment via la revue du cadre réglementaire du secteur, (vii) attirer des investisseurs pour accompagner le développement des filières ferrières et aurifères et (viii) préserver l'intérêt des majors sur l'extraction du manganèse* ne sont pas bien adressées dans le plan de travail de l'ITIE par manque d'informations. Celles-ci sont probablement prises en compte par les sectoriels dans le cadre du programme avec le FMI. Pour corriger ce déficit, un effort de collecte d'informations auprès des parties prenantes concernées devrait être fait. Quant aux priorités *(iii) garantir une transparence accrue dans le secteur et (v) garantir une transparence accrue des opérations dans les secteurs pétroliers, gaziers et miniers*, elles sont déclinées en objectifs de transparence dans le plan de travail triennal de l'ITIE Gabon 2022-2024.

Programme économique élargi avec le FMI

Les priorités suivantes, *(i) promouvoir la gouvernance dans les industries extractives pour accroître les recettes pétrolières et minières, (ii) promouvoir la transparence à travers la systématisation des divulgations des données sur les revenus et paiements, (iii) centraliser les recettes pétrolières et minières dans le compte unique du Trésor (CUT) et à identifier spécifiquement ces recettes afin de faciliter le suivi, (iv) publier*

périodiquement sur un site web gouvernemental, tous les documents, données, informations et rapports prévus dans le cadre de l'initiative ITIE et (vii) renforcer la gestion des entreprises publiques et leurs filiales sont bien adressées et concernées par les études thématiques. La priorité (vi) développer les mécanismes d'estimation des réserves des ressources naturelles ne l'est pas par manque d'informations et de concertation avec les parties prenantes de mise en œuvre.

Tableau 2 : Priorités nationales sur les industries extractives

Priorités nationales du Gouvernement du Gabon relatives aux industries extractives	Vue d'ensemble des objectifs de mise en œuvre de l'ITIE
(i) revoir la gouvernance sectorielle pour optimiser des champs matures et (ii) enrayer le déficit structurel de la SOGARA	Plan Stratégique du Gabon Emergent (PSGE) et Plan d'Accélération pour la Transformation (PAT 2021-2024) A voir au niveau sectoriel (Ministères : Pétrole, Gaz, Mines)
(iii) garantir une transparence accrue dans le secteur et (v) garantir une transparence accrue des opérations dans les secteurs pétroliers, gaziers et miniers	A voir au niveau sectoriel (Ministères : Pétrole, Gaz, Mines) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique Au niveau du plan de travail triennal de l'ITIE Gabon, la prise en compte de la transparence est déclinée à travers les objectifs ci-dessous :
	<u>Objectif spécifique n°3.1</u> : Améliorer le reporting financier sur les paiements, le reporting non financier sur les contrats et licences, la diligence raisonnable et la traçabilité des flux des ressources
	<u>Objectif spécifique n°3.2</u> : Améliorer les conditions d'imposition pour mobiliser efficacement les revenus
	<u>Objectif spécifique n°3.3</u> : Améliorer la traçabilité extractive pour la sûreté et l'efficacité des opérations des multinationales
	<u>Objectif spécifique n°3.4</u> : Améliorer la transparence et assurer une redevabilité équitable par les parties prenantes des revenus et dépenses issues des transferts infranationaux
	<u>Objectif spécifique n°3.9</u> : Amélioration de la transparence budgétaire et la gestion durable des revenus des finances publiques, des revenus infranationaux et investissements du fonds gabonais des investissements stratégiques
(iv) structurer la filière gazière dans le pays.	A voir au niveau sectoriel (Ministères : Pétrole, Gaz, Mines) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique
(vi) renforcer l'avantage compétitif du secteur minier gabonais, notamment via la revue du cadre réglementaire du secteur	A voir au niveau sectoriel (Ministères : Pétrole, Gaz, Mines) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique
(vii) attirer des investisseurs pour accompagner le développement des filières ferrières et aurifères et (viii) préserver l'intérêt des majors sur l'extraction du manganèse	A voir au niveau sectoriel (Ministères : Pétrole, Gaz, Mines) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique
(i) promouvoir la gouvernance dans les industries extractives pour accroître les recettes pétrolières et minières	Programme économique élargi avec le FMI Planifier la mise en œuvre des études thématiques pour documenter la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019 en général et conduite de l'étude thématique sur l'optimisation de la mobilisation des ressources domestiques à partir de la modélisation financière et fiscale du secteur extractif au Gabon en particulier (Etude thématique AMI et TdR publié)
(ii) promouvoir la transparence à travers la systématisation des divulgations des données sur les revenus et paiements	Planifier la mise en œuvre des études thématiques pour documenter la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019 (transparence des contrats et licences, transparence ESG, transparence de la propriété réelle, etc.) et préparer les Rapports ITIE 2021, 2022, 2024, 2024

(iii) centraliser les recettes pétrolières et minières dans le compte unique du Trésor (CUT) et à identifier spécifiquement ces recettes afin de faciliter le suivi

iv) publier périodiquement sur un site web gouvernemental, tous les documents, données, informations et rapports prévus dans le cadre de l'initiative ITIE

(vi) développer les mécanismes d'estimation des réserves des ressources naturelles

(vii) renforcer la gestion des entreprises publiques et leurs filiales

(Etude thématique AMI et TdR publié et processus de préparation du Rapport ITIE 2021 en cours)

Réaliser l'étude de faisabilité de l'intégration de la divulgation dans le cadre du rapportage de l'ITIE au Gabon en vue de la mise en place d'un système de télé-déclaration et base de données pour l'amélioration de la traçabilité de l'allocation des revenus du secteur extractif dans les statistiques des finances publiques au Gabon (Etude thématique AMI et TdR publié)

Réaliser le diagnostic du site WEB, le développement et la reconfiguration dans la perspective des divulgations systématiques et de la mise en œuvre du plan stratégique de la communication et du plan média de l'ITIE Gabon (Etude thématique AMI et TdR publié)

Réaliser un portail public des données et informations ouvertes sur le secteur extractif au Gabon

(TdR Etude thématique à rédiger)

Réaliser le cadastre pétrolier et le cadastre minier, au niveau sectoriel (Ministère du Pétrole et Gaz) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique

(TdRs des 2 études thématiques à rédiger en collaboration avec les deux Ministères sectoriels)

Au niveau sectoriel (Ministère du Pétrole et Gaz) et informations sur l'opérationnalisation à rendre publique

Réaliser l'enquête sur le cadre de la gouvernance et de la transparence des sociétés publiques du secteur extractif au Gabon : base méthodologique de l'indice pour la gouvernance des ressources naturelles du NRG1 (Etude thématique AMI et TdR publié)

4 Description des objectifs, résultats, actions et activités

4.1 Etapes suivies pour l'élaboration du plan de travail annuel budgétisé 2024

Le plan de travail 2024 est le résultat du report des activités non réalisées du plan de travail 2023 et de l'ajout des activités 2024 prévues dans le plan de travail triennal (PTT 2022-2024). Les consultations élargies aux autres parties prenantes non pas été menées pour l'élaboration des PTAB 2022 et 2023. Cette situation sera corrigée pour le PTAB 2024.

4.2 Obstacles de la mise en œuvre insuffisante du plan de travail en 2023

Au-delà des réunions statutaires régulières du Groupe Multipartite, des obstacles de type conjoncturels et structurels ont constitué de vrais facteurs limitant à la mise en œuvre de l'ITIE en 2023.

De ces facteurs on retiendra :

- (i) la validation tardive au mois d'Août 2023 du PTAB ;
- (ii) la non sécurisation du budget 2023 et l'absence d'avis d'ordonnancement ayant conduit la perte du budget 2023;
- (iii) les difficultés de tirage effective du budget au niveau du Trésor Public sont un frein de l'exécution dans les délais de certaines activités;
- (iv) l'absence des outils de gouvernance et en particulier le manuel de procédures administratives, comptables et financières précisant les procédures du cadre organisationnel et fonctionnel de l'ITIE Gabon ;

- (v) la faible appropriation de la norme ITIE 2019 par les administrations publiques clés (pétrole, mines, impôts, douanes, trésor) productrice des données et informations telles que requises par les Exigences ;
- (vi) le retard dans la validation de l'étude des coûts pétroliers 2021 ;
- (vii) le retard enregistré dans la finalisation du paiement de l'Administrateur Indépendant ;
- (viii) le retard de la nomination des nouveaux membres du GMP, après le coup de libération du 30 août 2023 par le CTRI ;
- (ix) l'absence de commissions thématiques au sein du GMP pour mener avec diligence certains travaux.

4.3 Axes prioritaires du PTAB 2024

L'année 2024 consacrera l'accélération de la mise en œuvre des exigences de la norme ITIE 2019. Elle devrait permettre au terme de sa mise en œuvre, de contribuer à améliorer les niveaux de transparence, de redevabilité et de soutien des objectifs stratégiques de la gestion des finances publiques dans une perspective de développement durable. Les détails des axes du PTAB 2024 sont présentés à la section 4.5.

Priorités minimales en 2024

Les activités à réaliser doivent avoir un lien avec les priorités ci-après :

- (i) renforcer l'inclusivité dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan de travail annuel en y faisant figurer si possible, des activités à budget sécurisé des parties prenantes clés qui concourent aux objectifs de transparence et de redevabilité du secteur extractif ;
- (b) renforcer l'implication et amplifier les engagements des parties prenantes ;
- (c) renforcer les capacités des parties prenantes ;
- (d) réaliser les études thématiques pour documenter la mise en œuvre des exigences ;
- (e) préparer et disséminer le Rapport ITIE 2021 et préparer le Rapport ITIE 2022 ;
- (f) promouvoir les technologies de l'information et renforcer la divulgation systématique ;
- (g) renforcer les capacités et mobiliser les membres du GMP sur les questions prioritaires à traiter ;
- (h) mobiliser les ressources financières auprès des bailleurs de fonds et des entreprises ;
- (i) renforcer les capacités des personnels du secrétariat Technique Permanent ;
- (j) évaluer les résultats et l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE en 2024.

4.4 Transformations/bénéfices attendus en 2024

Au titre des réformes structurelles à engager entre 2022 et 2024, les points particuliers d'amélioration de la mise en œuvre des exigences de la Norme ITIE devraient produire les transformations attendues ci-après :

1. Une vue d'ensemble des contraintes administratives, techniques, juridiques et fiscales relatives à la divulgation systématique et à la divulgation des contrats et licences selon le plan d'action convenu ;
2. Une vue d'ensemble des dispositifs et mécanismes de transparence et contrôle citoyen en matière d'octroi de contrats et licences ;
3. Une vue d'ensemble du cadre légal, des régimes fiscaux, des procédures d'octroi et de transparence des contrats et licences ;
4. Une vue d'ensemble du cadre légal de la propriété réelle, des outils connexes associés et le développement de la politique des données ouvertes ;
5. Une vue d'ensemble des registres en ligne celui du cadastre minier et celui du cadastre pétrolier ;
6. La faisabilité de la mise en place d'un système de télédéclaration et de traçabilité des taxes et flux de revenus dans la comptabilité des finances publiques ;
7. Une vue d'ensemble des participations de l'Etat dans les entreprises d'Etat et l'identification de mécanismes de mobilisation des ressources à partir de la modélisation financière et fiscale ;

8. Une vue d'ensemble actualisée de l'extraction minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) ;
9. La détermination d'un cadre d'assurance qualité, de vérification, de production des données relatives à la collecte et l'allocation des revenus, déclarations par projets individuels et divulgation des analyses statistiques ;
10. Une évaluation des risques et de la vulnérabilité à la corruption dans le secteur extractif et la mise en œuvre d'un cadre pilote à l'implémentation des normes ISO (37001, 26000, 9001) et IPSAS et l'actualisation du plan sectoriel de lutte contre la corruption dans le secteur extractif ;
11. Une évaluation des flux financiers illicites (FFIs) au Gabon à travers une étude de cas sur les fausses déclarations dans les opérations du commerce international sur la période 2010-2020 ainsi que la mise en place d'un cadre de production de statistiques FFIs des industries extractives au Gabon ;
12. La publication régulière des résultats des évaluations environnementales des sites extractifs et suivi de la mise en œuvre des PGES/EIES des compagnies extractives ;
13. La revue des contraintes liées à l'intégration de l'ITIE et la divulgation des rapports dans le dispositif décisionnel national, l'examen de l'interopérabilité des systèmes d'information des parties prenantes mettant en œuvre l'ITIE
14. Une documentation détaillée des revenus issus des transferts infranationaux réalisés et publiés ;
15. L'analyse et vulgarisation des dispositions des codes pétrolier, gazier, minier sur les incitatifs fiscaux, économiques et les transferts infranationaux des revenus ;
16. Une documentation des besoins des communautés, des obligations et engagements sociétaux des entreprises privées et publiques pour un développement intégré au niveau infranational à travers l'arrimage des dépenses sociales des entreprises locales aux plans locaux de développement ;
17. Une documentation de la commercialisation des matières premières (pétrole, gaz, mines) et coûts induits du Gabon ;
18. La faisabilité de l'intégration dans le périmètre de l'ITIE d'autres secteurs des ressources naturelles renouvelables (forêt, biodiversité, pêche, agriculture) ;
19. La faisabilité de l'utilisation des outils informatiques et de mainstreaming pour la divulgation systématique de l'information entre les parties prenantes de l'ITIE au Gabon.

4.5 Présentation de la matrice détaillée du PTAB 2024

La matrice détaillée a été extraite du PTT 2022-2024. Elle intègre aussi l'information relative à la mise en œuvre des actions du plan de la divulgation des contrats ainsi que celles du suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport ITIE 2021.

Le PTAB 2024 est structuré autour de trois (3) axes et de cinq (5) objectifs et de trente et une (31) activités.

Axes

Axe I : Engagements des parties (Exigences 1.1 à 1.4)

Axe II : Transparence et redevabilité (Exigences 2 à 6)

Axe III : Résultats et Impacts (Exigences 1.5 et 7)

Objectifs et résultats

Objectif 1 : Renforcer la viabilité et la gouvernance de l'ITIE-Gabon

Résultat 1 : Le fonctionnement régulier de l'ITIE-Gabon est assuré et sa gouvernance renforcée

Objectif 2 : Renforcer l'engagement et les capacités des parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon

Résultat 2 : L'engagement et les capacités des parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon sont renforcées

Objectif 3 : Assurer la ponctualité de la divulgation des données et informations du processus de l'ITIE au Gabon

Résultat 3 : Les données et informations à divulguer au sens de la norme ITIE 2019 sont publiées

Objectif 4 : Renforcer la transparence et la redevabilité des mécanismes et systèmes d'information des parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon

Résultat 4 : Le diagnostic des systèmes de déclaration et de divulgation des données du processus de l'ITIE au Gabon est réalisé et certaines exigences documentées

Objectif 5 : Evaluer les résultats et l'impact de la mise en œuvre du processus de l'ITIE au Gabon

Résultat 5 : Les parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon disposent de l'information sur les progrès de la mise en œuvre et résultats obtenus

Les éléments relatifs à logique d'intervention sont présentés ci-dessous.

Impact	Effectivité de la transparence et de la redevabilité dans le secteur des industries extractives
Effet	Opérationnalisation des trois dimensions de la transparence à travers la divulgation extractive, la traçabilité extractive et la traçabilité des entreprises
Résultat immédiat	Amélioration de la connaissance du secteur extractif auprès du public à travers la publication de données et informations fiables et vérifiées
Extrant	Environnement favorable à la transparence, l'accès à l'information et à la conduite de réformes structurelles
Activités	Mise en œuvre du processus ITIE (Déclaration, Validation)

Matrice des activités du plan de travail annuel et budgétisé 2024

Composante I :	Engagement des parties (Exigence 1.1 à 1.4)									
Objectif Stratégique n°1 :	Promouvoir un environnement propice à la bonne gouvernance, à la transparence dans le secteur des industries extractives et au suivi par le GMP du processus de l'ITIE au Gabon									
Objectif Spécifique n°1 :	Renforcer la viabilité et la gouvernance de ITIE Gabon									
Résultat n°1 :	Le fonctionnement régulier de l'ITIE-Gabon est assuré et sa gouvernance renforcée									
Activités	Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	Budget	T1	T2	T3	T4	Source
Assurer le paiement régulier des dépenses récurrentes du fonctionnement de ITIE Gabon	Lés dépenses récurrentes sont régulièrement payées	Nombre de dossiers engagés versus réglés	Etats de paiement Compte rendu PV	Présidente ITIE-Gabon	104 940 000					Etat
Assurer le paiement régulier des dépenses indispensables du fonctionnement de ITIE Gabon	Les dépenses indispensables sont payées	Nombre de dossiers engagés versus réglés	Factures Contrats de partenariat et de consultants	Présidente ITIE-Gabon	26 635 000					Etat
Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel de l'ITIE-Gabon (Decret77, Statuts, Règlement intérieur, arrêtés)	Le cadre institutionnel est renforcé	Nombre de projets de textes discutés et adoptés	Projets de textes discutés au GMP et transmis à la tutelle, Rapports, PV et comptes-rendus	Commission Gouvernance et Suivi-Evaluation	8 000 000					Etat
Elaborer les outils de la gouvernance interne de l'ITIE-Gabon	Les outils de gouvernance sont élaborés	Nombre d'outils élaborés	Rapports PV et comptes-rendus	Commission Gouvernance et Suivi-Evaluation	10 000 000					Etat
Mettre en place un système de suivi-évaluation du GMP ITIE-Gabon et doter la cellule de suivi d'un logiciel	Le système est mis en place et le logiciel est acquis	Système de suivi-évaluation opérationnel ; Nombre de rapports de suivi-évaluation	Rapports PV et comptes-rendus	Commission Gouvernance et Suivi-Evaluation	9 000 000					Etat
Acquisition équipements et matériels informatiques	Le matériel est acquis	Nombre de dossiers engagés versus réglés	PPM Validé	Présidente ITIE-Gabon	5 000 000					Etat
Acquisition d'un logiciel de paie et de comptabilité	Le logiciel est acquis	Nombre de dossiers engagés versus réglés	PPM validé	Présidente ITIE-Gabon	3 600 000					Etat
Sous-Total objectif spécifique n°1 :					167 175 000					
Objectif n° 2 :	Renforcer l'engagement et les capacités des parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon									
Résultat n° 2 :	L'engagement et la capacité des parties prenantes du processus de ITIE au Gabon sont renforcés									

Activités	Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	Budget	T1	T2	T3	T4	Source
Elaborer un plan stratégique de communication, marketing digital et plan média et le tester pour la communication des activités du GMP de l'ITIE au Gabon	Le plan stratégique de communication est élaboré	Un document de stratégie de communication validé et disponible	Document de stratégie de communication de l'ITIE -Gabon	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	7 000 000					Etat
Organiser des ateliers/webinaires d'information, sensibilisation, formation sur la mise en œuvre, le suivi-évaluation de l'ITIE et ses questions prioritaires connexes	La sensibilisation et la formation sur la mise en œuvre est effective	Nombre d'atelier organisé ; nombre de personnes sensibilisées et formées.	Rapports d'ateliers/webinaires	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	15 000 000					Etat
Réaliser une enquête sur les attentes et besoins informationnels de la mise en œuvre et de l'évaluation du processus de l'ITIE au Gabon	Les résultats de l'enquête sont disponibles	Un rapport d'enquête validé	Rapport d'enquête	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	5 000 000					Etat
Organiser des revues institutionnelles pour développer un leadership politique de haut niveau de l'ITIE auprès des parties prenantes (gouvernement, parlement, bailleurs de fonds)	Des revues institutionnelles sont organisées au haut niveau	Nombre de revue institutionnelle	PV des rencontres de revue institutionnelle	Présidente ITIE-Gabon	0					Etat
Sensibiliser les parties prenantes élargies du Collège des Opérateurs Publiques	La sensibilisation est effective	Nombre d'entreprises des opérateurs publics sensibilisées	Rapport d'atelier de sensibilisation	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	4 000 000					Etat
Sensibiliser sur le processus ITIE, normes 2019 et 2023, consulter sur le RAA 2023 et PTAB 2024 les parties prenantes élargies du Collège de l'Administration Publique et se concerter sur la	La sensibilisation, la consultation et la concertation sont effectives	Nombre d'entités gouvernementales sensibilisées	Rapport d'atelier de sensibilisation	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	13 000 000					

divulgarion des contrats et licences (Libreville)										
Sensibiliser sur le processus ITIE, normes 2019 et 2023, consulter sur le RA 2023 et PTAB 2024 les parties prenantes élargies du Collège du secteur privé, valider le protocole de participation et se concerter sur la divulgation des contrats et licences (Libreville, POG, Moanda)	La sensibilisation, la consultation et la concertation sont effectives ainsi que la validation du protocole de participation	Nombre d'entreprises du secteur privé sensibilisées ;	Rapport de l'activité, document de protocole de participation de l'ITIE et rapport de mission	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	13 000 000					Etat
Sensibiliser sur le processus ITIE, normes 2019 et 2023, consulter sur le RAA 2023 et PTAB 2024 les parties prenantes élargies du Collège de la Société Civile	La sensibilisation et la consultation sont effectives	Nombre d'organisations ayant participé	Rapport de l'activité	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	13 000 000					Etat
Sous-Total objectif spécifique n°2 :					70 000 000					
Composante n° 2 :	Transparence et redevabilité (Exigences 2 à 6)									
Objectif Stratégique n°2 :	Créer un environnement favorable à la mise en oeuvre des exigences de la norme 2019 dans le secteur des industries extractives au Gabon									
Objectif Spécifique n°3 :	Assurer la ponctualité et la divulgation des données et information du processus de ITIE Gabon									
Résultat n°3 :	Les données et informations à divulguer au sens de la norme ITIE 2019 sont publiées									
Activités	Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	Budget	T1	T2	T3	T4	Source
Préparer et publier le rapport ITIE 2022	Rapport validé et publié	Un rapport ITIE élaboré et publié en 2024	Rapport ITIE 2022	Commission Déclaration et Validation	34 846 161					Etat
Disséminer les rapports ITIE 2021, 2022	Rapport validé et publié	Nombre de localité ayant bénéficié de la dissémination des rapports ITIE 2021, 2022	Rapport de mission sur la dissémination	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	38 085 000					Etat

Elaborer des contenus sur la divulgation des données et informations et les publier sur le site WEB de l'ITIE-Gabon	Rapport de divulgation élaboré	Nombre de contenu élaboré en faveur de la divulgation des données	Documentation sur la divulgation des données	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	2 500 000					Etat
Sous-Total objectif spécifique n°3 :					75 431 161					
Objectif Spécifique n°4 :	Renforcer la transparence et la redevabilité des mécanismes et systèmes d'information des parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon									
Résultat n° 4:	Le diagnostic des systèmes de déclaration et de divulgation des données du processus de l'ITIE au Gabon est réalisé et certaines exigences documentées									
Activités	Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	Budget	T1	T2	T3	T4	Source
Réaliser l'étude sur la politique des données ouvertes et divulguer les données en format ouverts sur le site web de l'ITIE-Gabon	La politique des données ouvertes de l'ITIE-Gabon est documentée et publiée	Données divulguées en format ouvert sur le site WEB de l'ITIE-Gabon	Note de cadrage et Rapport thématique	Commission Déclaration et Validation	7 000 000					Etat
Fournir un appui à la préparation de la validation du Gabon	Le GMP bénéficie d'une assistance technique dans la préparation à la validation ITIE	Nombre d'inventions de l'Assistance Technique ITIE	Note de cadrage et Rapport de préparation à la validation	Commission Déclaration et Validation	5 000 000					Etat
Réaliser l'étude sur la divulgation systématique des données et informations au sens de la norme ITIE 2019	Les données du secteur extractif sont divulguées de manière systématique en respectant les exigences de la norme ITIE	Nombre de rapport sensible /Contrat et licence publié	Rapport validé et publié	Commission Déclaration et Validation	10 000 000					Etat
Réaliser l'étude sur la transparence des contrats et licences du secteur extractif, incluant l'opérationnalisation du plan de divulgation exhaustive des contrats miniers et pétroliers	Les contrats et licences du secteur extractif sont publiés en respectant le plan de divulgation exhaustif adopté et validé	Nombre de contrat et licence publié pour les années de référence	Rapport validé et publié	Commission Déclaration et Validation	20 000 000					Etat
Réaliser l'étude sur l'état des lieux de la propriété réelle au Gabon, incluant la proposition d'un cadre réglementaire	L'Etat des lieux de la propriété réelle au Gabon est établi et endossé sur un cadre règlementaire approprié	Un rapport sur l'état des lieux de la propriété réelle élaboré et validé	Rapport d'étude sur la propriété réelle	Commission Déclaration et Validation	30 000 000					Etat

Réaliser une enquête sur le cadre de la gouvernance et de la transparence dans les sociétés publiques du secteur extractif au Gabon	Le cadre de Gouvernance et de transparence est établi dans les sociétés publiques du secteur extractif au Gabon	Un rapport d'enquête sur la gouvernance et la transparence dans les sociétés publiques du secteur extractif élaboré et validé	Rapport d'enquête	Commission Déclaration et Validation	10 000 000						Etat
Sous-Total objectif spécifique n°4 :					82 000 000						
Composante n°3 :	Résultats et impact (Exigences 1.5 et 7)										
Objectif Stratégique n°3 :	Assurer le suivi, l'évaluation et l'utilisation des données ITIE par les parties prenantes élargies										
Objectif Spécifique n°5 :	Evaluer les résultats et l'impact de la mise en œuvre du processus de l'ITIE au Gabon										
Résultat n° 5 :	Les parties prenantes du processus de l'ITIE au Gabon disposent de l'information sur les progrès de la mise en œuvre et résultats obtenus										
Activités	Résultats escomptés	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	Budget	T1	T2	T3	T4	Source	
Produire des supports à valeur ajoutée sur le rapport ITIE 2022	Des rapports à valeur ajoutée sont produits pour documenter le rapport ITIE 2022	Nombre de rapport à valeur ajoutée produit	Rapports à valeur ajoutée produit	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	8 393 839					Etat	
Mener des activités de communication accessibles au grand public	Des campagnes de sensibilisation sont menées dans certaines localités	Au moins une campagne de sensibilisation de grand public menée	Rapports consultations	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	10 000 000					Etat	
Renforcer le site WEB de l'ITIE-Gabon en soutien à la divulgation des données et informations ITIE	L'ITIE-Gabon dispose d'un site web opérationnel et dynamique	Nombre de visiteurs du site par trimestre ; Nombre de documents téléchargés par mois.	Rapport de la campagne de sensibilisation	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	5 000 000					Etat	
Organiser et restituer la consultation des parties prenantes élargies des collègues du GMP sur le RAA 2024 et le PTAB 2025	Les parties prenantes élargies des collègues du GMP sont consultées et le RAA ainsi que le PTBA 2025 sont validés	Un rapport de l'atelier de consultation produit / Un rapport de l'atelier de validation du RAA 2024 et PTBA 2025 produit	Site web ITIE –Gabon opérationnel et dynamique	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	8 000 000					Etat	

Organiser la validation des livrables et lancer la plateforme ITIE et genre au Gabon	Le lancement des activités de la plateforme ITIE et Genre au Gabon est effectif	Un rapport de lancement est produit	Plateforme ITIE et Genre opérationnelle	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	10 000 000				Etat
Organiser la formation des journalistes et créateurs artistiques dans le cadre de la première édition du prix technologies numériques et innovation médias du secteur extractif au Gabon	La formation sur la norme ITIE est délivrée et la première édition du prix technologies numériques et innovation médias du secteur extractif au Gabon organisée	Nombre de prix décernés	Rapports de l'activité	Commission Renforcement des Capacités, Communication et Diffusion	23 000 000				Etat
Sous-Total objectif spécifique n°5 :					64 393 839				
					Total Budget :	459 000 000			

4.6 Risques et mesures d'atténuation

Les risques identifiés sont présentés ci-dessous. Ils concernent, la sécurisation et mobilisation à temps du budget 2024, la matière (données et informations sur les revenus/paiements), le matériel (équipements et consommables courant), la main d'œuvre (personnels du STP, experts/consultants, cabinets et bureaux d'études, AT/projets), la mise en œuvre (procédures opérationnelles, manuels, guides, notes techniques) et la coopération (collaborations et partenariats).

N°	Risques	Niveau du risque			Mesures d'atténuation
		Faible (Peu probable)	Moyen (Probable)	Elevé (Très probable)	
1	Sécurisation et mobilisation tardive du budget de mise en oeuvre des activités			X	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Traduire en actes concrets les promesses annoncées au cours de l'audience accordée par le Ministère en charge des Comptes Publics à la mission du secrétariat international de l'ITIE à Libreville du 5 au 10 février 2023 ✓ La dotation budgétaire annuelle de l'Etat doit refléter dans le PTAB, la réalité des besoins de fonctionnement et surtout en investissements ✓ Intéresser les PTFs aux activités de l'ITIE Gabon et mener des plaidoyers pour la mobilisation des ressources ✓ Mener une réflexion sur la proposition d'un mécanisme de financement innovant et durable basé sur l'imposition de ressources communautaires ou celles allouées à la RSE ou au développement local du secteur extractif
	Coordination, suivi des activités et tenue irrégulière des réunions à l'ITIE Gabon	X			<ul style="list-style-type: none"> ✓ Garantir un fonctionnement régulier ✓ Respecter l'agenda prévisionnel des réunions et sessions du GMP
	Crédibilisation et réputation institutionnelles inabouties de l'ITIE Gabon		X		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer le cadre de la gouvernance interne de l'ITIE Gabon ✓ Elaborer un plan d'urgence de restauration de la confiance des partenaires
2	Connaissances, collecte de données/informations lacunaires concernant les revenus/paiements		X		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser des réunions d'échanges et de partage ✓ Mobiliser et sensibiliser les parties déclarantes ✓ Structurer la problématique et stratégie informationnelle de l'ITIE au Gabon
3	Insuffisance en nombre et qualité de la main d'œuvre (personnels STP, consultants locaux, cabinets/bureaux d'études, AT)	X			<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des experts du secrétariat technique permanent ✓ Mettre en concurrence les fournisseurs de services

4	Mise en œuvre des activités sans se référer aux procédures opérationnelles, manuels, guides, notes techniques			X	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaborer les instruments/outils de gouvernance interne ✓ Télécharger et diffuser aux membres du GMP les nombreuses ressources disponibles sur le site WEB du SI-ITIE
5	Développement insuffisant d'actions de coopération (collaborations et partenariats)		X		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cadrer et documenter le volet coopération dans la planification stratégique de l'ITIE Gabon ✓ Nouer des collaborations et avoir des échanges restreints par webinaires avec certains pays bien avancés dans la mise en œuvre de l'ITIE (Sénégal, RDC, Tchad, Nigeria)

5 Budget et financement

5.1 Exécution budgétaire en 2023

Les activités du PTAB 2023 n'ont pas été en grande partie réalisées. La dotation budgétaire annuelle de l'Etat s'élevait à 529 933 957 F.CFA après déduction de la réserve obligatoire. Malheureusement aucun avis d'ordonnancement n'a été délivré à l'ITIE-Gabon, occasionnant ainsi sa perte.

5.2 Dotation budgétaire en 2024

Le projet de budget 2024 dans la loi des finances initiale (LFI), s'établit à 662 417 447 FCFA (Projet budget initial : 662 417 447 FCFA ; Réserve : 15% ; Dotation : 563 054 830 FCFA ; Report 2023 : 88 136 591 F.CFA ; Budget définitif initial : 651 191 421 FCFA).

Eu égard aux mesures prises Monsieur le Premier Ministre sur l'exécution du budget 2024 en rapport avec les charges du même exercice, seule la dotation de 2024 sera consacrée au financement des charges relatives au fonctionnement et à l'investissement.

6 Communication et diffusion

Au terme de son approbation par le Groupe multipartite, le PTAB 2024 fera l'objet d'une divulgation accessible au public à travers des publications d'une synthèse dans la presse écrite, sur le site internet de l'ITIE Gabon, sur le site Internet du Ministère de l'Economie et de la Relance. Il est prévu au cours de cet exercice d'élaborer le plan stratégique de communication et marketing digital. La création d'une plateforme de dialogue et de concertation des parties prenantes intégrant les mécanismes de consultation sera envisagée afin de coordonner les actions relatives aux évaluations régulières du plan de travail et de sa mise en œuvre.

7 Mise en œuvre, supervision et révision

Compte tenu de la densité des activités contenues dans le PTAB 2024, une déclinaison semestrielle de ce PTAB sera faite avec un focus sur les activités mensuelles pour faciliter le suivi de la mise en œuvre par l'Expert en gestion de projets, suivi-évaluation et passation des marchés. Pour 2024, un effort sera fait en matière d'outils connexes de pilotage et de suivi à savoir, (i) le cadre des résultats ou cadre logique, (ii) la matrice de suivi des indicateurs et le cadre de rendement/performance, (iii) la matrice de suivi-évaluation, (iv) le plan de mobilisation des ressources, (v) le plan de passation des marchés, (vi) le plan d'exécution et (vii) la production d'externalités telles que les rapports semestriels ou annuels. Le PTAB sera ainsi actualisé semestriellement et révisé annuellement au terme de chaque mise en œuvre.

8 Echéances et étapes

Le calendrier de mise en œuvre du PTAB 2024 est compatible avec les deux échéances fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE à savoir (1) diffuser le rapport ITIE 2021 au plus tard au mois d'avril 2023 et (2) démarrer la première validation au plus tard en juillet 2024. Ce calendrier tient compte des considérations des exigences administratives liées aux processus d'appels d'offre et de mobilisation des financements.

Toutefois, la contrainte majeure réside dans la non correspondance de l'échéancier de mise en œuvre avec les processus de budgétisation au niveau national.

Approbation du Groupe multipartite**Date : 02/05/2024**

Collèges	Points focaux	Signatures
Administration publique	Patricia OUSSOU	
Société civile	Raissa OYEASSEKO	
Secteur privé	Jacqueline BIGNOUMBA	
Opérateurs publics	Geoffrey Michel DAMAS ALAFOU OGOMBE	
La Présidente du GMP ITIE Gabon		
Léontine-Tania OYOUMI-LOUMBOU épouse BIBEY		